LIBYE

Les rebelles de Brega freinés par un terrain truffé de mines

A Brega, les rebelles libyens s'activent à déminer le terrain pour sécuriser cette ville portuaire stratégique mais la pénurie de matériel ralentit leur tâche et leur progression.

«Nous n'avons pas le choix. Nous devons retirer les mines du sable», explique à l'AFP Mohammed Zawawi, porte-parole de l'Union des forces révolutionnaires à Ajdabiya, à 80 km à l'est de Brega, sous le contrôle des rebelles depuis mai.

Le problème des mines a brisé l'élan des rebelles qui tentent de débarrasser totalement Brega des troupes loyalistes, a-t-il indiqué, même si dimanche un soldat loyaliste a été capturé et des dizaines d'autres se sont enfuis vers le village de Bishr, à l'ouest, sur la route de Ras Lanouf.

Depuis qu'ils se sont emparés de Brega le 18 juillet, les rebelles ont capturé entre 10 et 20 soldats loyalistes, selon lui.

Mais il reste quelques poches de résistance dans la ville, selon les rebelles qui les qualifient toutefois de «négligeables».

Selon M. Zawahi, un prisonnier a indiqué que «plus de 45 000 mines» avaient été posées par les troupes du régime autour de la ville côtière, située à 800 km à l'est de Tripoli et à 240 km au sud-ouest de Benghazi, la «capitale» des rebelles dans l'est du pays. Quelque 200 ont déjà été retirées autour de Brega, a-t-il indiqué.

«Ils en avaient beaucoup et nous en avons trouvé beaucoup. Nous pensons que Kadhafi a posé des mines à l'intérieur de zones résidentielles et d'installations pétrolières», souligne-t-il.

Le colonel Ahmed Omar Bani, porte-parole militaire, affirme pour sa part que des experts des insurgés estiment à plus de «40 000» le nombre de mines effectivement posées au hasard dans et autour de Brega.

«Nous essayons de nettoyer toute la zone par nos propres moyens. Nous progressons lentement à cause des mines. A chaque mouvement, on peut perdre la vie», a affirmé le colonel Bani déplorant la vétusté de leur matériel, notamment des détecteurs de métaux.

«Beaucoup de nos combattants déminent à mains nues», ajoute-t-il.

Ce déminage à haut risque et la volonté d'éviter les pertes humaines ont fortement ralenti la campagne rebelle à Brega.

«Nous croyons qu'il reste peu de troupes dans la zone car elles ne ripostent et ne tirent plus autant qu'au début», a indiqué M. Zawawi.

«Nous ne voulons pas les tuer. Nous voulons leur laisser une chance de se retirer (...) soit pour nous rejoindre, soit pour se replier à Syrte», ville natale du colonel Kadhafi et bastion loyaliste sur la route côtière entre Brega et Tripoli.

Des conversations radio interceptées suggèrent que le moral des troupes loyalistes piégées est en berne, a indiqué M. Zawawi.

Selon ces discussions, «ils sont déprimés, déçus, ne veulent plus se battre mais y sont parfois obligés. Kadhafi a envoyé des troupes pour abattre quiconque voudrait battre en retraite et a abandonné des groupes de soldats sans véhicules pour qu'ils ne puissent pas fuir».

Les rebelles empêchent actuellement les journalistes de se rapprocher de Brega par mesure de sécurité, empêchant toute vérification de la situation. L'insurrection mène une attaque sur deux fronts par l'est et par l'ouest, soutenue par des raids aériens ciblés de l'Otan, avant le début du Ramadan, mois sacré du jeûne musulman, début août.

Samedi, des avions de l'Otan ont attaqué un entrepôt militaire du régime, un lance-roquettes multiples et un centre de contrôle et de commandement dans la zone de Brega, a indiqué l'Alliance atlantique.

NORVÈGE

L'auteur du carnage placé en détention après sa comparution à huis clos

Anders Behring Breivik, le suspect du carnage de vendredi en Norvège, a été placé en détention à l'issue de sa première comparution hier devant la justice qui, en décrétant le huis clos, lui a refusé la publicité qu'il réclamait d'une audience publique.

Lors de cette comparution, Anders Behring Breivik a reconnu avoir perpétré le carnage qui a fait 93 morts vendredi en Norvège et va être placé en détention provisoire pour une période renouvelable de 8 semaines, dont quatre en isolement total, conformément aux recommandations de la police, a annoncé le tribunal d'Oslo. Pendant l'audience, le suspect a reconnu les faits sans toutefois plaider coupable et a dit vouloir défendre son pays et l'Europe contre l'islam et le marxisme, a déclaré le juge Kim Heger à la presse. L'audience a pris fin 40 minutes après avoir commencé en début d'après-midi. Selon l'agence NTB, Anders Behring Breivik était arrivé au tribunal en empruntant une entrée située à l'arrière du bâtiment et des personnes se stationnant à proximité s'en sont pris au véhicule qui le transportait, une Mercedes blindée selon les médias, en criant «traître» et «salaud d'assassin».

Drapeaux en berne, la Norvège avait auparavant rendu hommage aux victimes en observant une minute de silence entre 12h et 12h01 (10h et 10h01 GMT), imitée par les autres pays nordiques (Finlande, Islande, Suède et Danemark) et les institutions européennes.

Alignés sur le parvis de l'Université d'Oslo, tout de noir vêtus, le roi Harald, son épouse la reine Sonja, arrivés sous les applaudissements de la foule, et le Premier ministre Jens Stoltenberg se sont figés aux 12 coups de midi. Seul le cri des mouettes est venu rompre le silence.

«Nous sommes un petit pays mais nous sommes un peuple fier», avait déclaré dimanche le chef du gouvernement, assurant que la Norvège «n'abandonnera jamais ses valeurs».

Le bilan total des attaques a été établi dimanche à 93 morts, dont sept dans l'explosion qui a ravagé le quartier des ministères et 86 lors de la fusillade sur l'île d'Utoeya, non loin d'Oslo, où quelque 600 jeunes étaient rassemblés.

Avant sa première comparution, Behring Breivik avait formulé deux souhaits auxquels le juge a refusé de souscrire.

Le premier était, selon son avocat, que «l'audience soit publique» et le second qu'il (Breivik) puisse à cette occasion «être vêtu d'un uniforme».

Dès 8h (6h GMT), de nombreuses équipes TV venues du monde entier et plusieurs camions équipés d'antennes satellite s'étaient rassemblés devant le tribunal.

Grand blond aux cheveux courts, Behring Breivik, 32 ans, a affirmé avoir opéré seul lors de ses auditions par la police mais il a évoqué l'existence de «deux autres cellules» dans son organisation, a précisé un greffier du tribunal dans une conférence de presse qui a suivi l'intervention du juge.

Juste avant la tuerie, Behring Breivik a diffusé sur l'internet un manifeste de 1 500 pages dans lequel il se présente comme un croisé engagé dans une lutte contre l'islam et le marxisme.

Dans ce manifeste rédigé en anglais sous le nom d'Andrew Berwick et intitulé «A European Declaration of Independence - 2083», il explique avoir décidé de passer à l'acte dès l'automne 2009, détaillant par avance son modus operandi.

Il évoque «l'usage du terrorisme comme un moyen d'éveiller les masses».

«Il considère que c'était cruel de devoir mener ces actions (les attaques de vendredi, ndlr) mais que, dans sa tête, c'était nécessaire», a déclaré l'avocat, M. Lippestad.

En Norvège, où la peine maximale est de 21 ans de prison, des voix se sont élevées sur l'internet pour réclamer le rétablissement de la peine de mort. Sur l'île d'Utoeya, le suspect, déguisé en policier et en possession de deux armes à feu, dont un fusil automatique, a tiré sans relâche sur les jeunes pendant plus d'une heure.

Des rescapés ont expliqué comment il avait pris pour cible des jeunes qui tentaient de s'enfuir à la nage, achevé les blessés et ciblé les tentes dans lesquelles les adolescents campaient.

Sur fond d'interrogations sur le délai d'une heure entre la première alerte sur la fusillade d'Utoeya et l'arrestation du tireur, la police a fourni dimanche de premières explications, soulignant qu'une unité spéciale avait dû venir d'Oslo, à une quarantaine de kilomètres de là, et débarquer en bateau.

Le carnage a suscité une vague d'indignation et de compassion à travers le monde.

Le jour des attaques, Behring Breivik a aussi publié une longue vidéo sur YouTube, où il affiche sa farouche hostilité au multiculturalisme.

La vidéo décrit l'islam comme «la principale idéologie génocidaire». «Avant de commencer notre Croisade, nous devons faire notre devoir en décimant le marxisme culturel», affirme-t-elle.

Décrit comme un «fondamentaliste chrétien» par la police, Behring Breivik a été membre jusqu'en 2006 du Parti du progrès (FrP), une formation de la droite populiste norvégienne, favorable à une politique d'immigration ultra-restrictive.

Afin de contrecarrer la montée des idées d'extrême-droite en Europe, le Premier ministre espagnol José Luis Zapatero a préconisé hier à Londres «une réponse politique» concertée de l'Union européenne.

Le carnage en Norvège «n'est pas un événement de plus», a souligné le chef du gouvernement espagnol lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue David Cameron, avec lequel il venait de s'entretenir. «C'est quelque chose d'extrêmement grave qui requiert une réponse, une réponse européenne, une réponse commune pour défendre la liberté, pour défendre la démocratie (...), pour répondre à la xénophobie.»

SYRIE

Arrestations après des manifestations à Damas dimanche soir

L'armée a arrêté plusieurs personnes après des manifestations dimanche soir dans différents quartiers de Damas, a annoncé hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres.

«L'armée a arrêté dimanche neuf personnes dans le quartier de Hajar al-Assouad et de nombreux autres à Sahnayah, à Damas», selon l'OSDH, qui dispose d'une liste de noms.

«Des manifestants réclamant la chute du régime ont défilé dimanche soir à Hajar al-Assouad, de la mosquée al-Rahmane en direction de la rue de la Révolution, en réponse à une campagne d'arrestations menée auparavant par l'armée dans la capitale», a ajouté l'OSDH.

En outre, «plus de 300 avocats se sont rassemblés au palais de justice de Damas pour réclamer la libération d'avocats arrêtés et de prisonniers d'opinion», selon l'organisation de défense des droits de l'homme.

Samedi, l'armée avait déjà arrêté au moins 26 Syriens dans le quartier damascène de Jouber, a-t-elle ajouté. Plusieurs quartiers de la capitale, notamment Roukn Eddine et Qaboune, ont déjà fait l'objet de campagnes de ratissage et d'arrestations, l'armée ayant érigé des barrages autour de certains axes, désormais totalement isolés.

Hier matin, l'armée, appuyée par des chars, s'est déployée en masse à Homs, la troisième ville dans le centre du pays, rendant la localité inaccessible, selon des militants.

«Les accès routiers aux quartiers al-Khalidiyé et Bayadha ont été bloqués et les chars ont été déployés dans les quartiers de Bab al-Sbaa, Bab al-Dreb et al-Khalidiyé et à l'entrée du quartier al-Qousour et dans la rue Settine à al-Bayadha», a précisé l'Observatoire, faisant également état de l'entrée de nombreux véhicules des forces de sécurité à Homs.

Depuis le 15 mars, la répression du mouvement de contestation a fait 1 483 morts civils, entraîné l'arrestation de plus de 12 000 personnes et l'exode de milliers d'autres, selon des ONG de défense des droits de l'homme.

IRAN

Libération sous caution de l'actrice Pegah Ahangarani

L'actrice et réalisatrice iranienne Pegah Ahangarani, ainsi qu'une autre artiste, Marzieh Vafamehr, arrêtées toutes deux en juillet, devaient être libérées sous caution hier ou aujourd'hui, a rapporté hier l'agence Irna.

«Ces deux personnes ont été poursuivies suite à des rapports des responsables sécuritaires. L'enquête préliminaire les concernant est terminée. Elles doivent être libérées sous caution aujourd'hui ou demain», a déclaré le porte-parole de la justice iranienne, Gholamhossein Mohseni Ejeie, cité par l'agence.

La semaine dernière, la justice avait confirmé l'arrestation de Pegah Ahangarani.

Avant son arrestation, elle avait déjà été empêchée de se rendre en Allemagne, où elle devait assister à la Coupe du monde de football féminin.

Mme Ahangarani avait soutenu activement le candidat de l'opposition Mir Hossein Moussavi lors de la présidentielle de 2009, remportée par le président Mahmoud Ahmadinejad et dont les résultats ont été contestés par l'opposition qui avait dénoncé des fraudes massives.

Pour sa part, Mme Vafamehr a été arrêtée pour avoir joué dans le film *Mon Téhéran, à vendre*, dénoncé par les milieux conservateurs. Le film, co-produit avec l'Australie, raconte l'histoire d'une jeune actrice qui vit à Téhéran et doit mener une vie secrète pour pouvoir s'exprimer artistiquement.

Le long métrage n'a pas obtenu l'autorisation d'être projeté en salle en Iran, mais il était distribué sous le manteau, selon l'agence Fars.